

Déformer la définition de l'antisémitisme pour protéger Israël de toute critique

27 août 2019



Au départ l' IHRA cherchait à combattre le racisme à l'encontre des Juifs et le déni de l'Holocauste, mais sa définition de l'antisémitisme est utilisé comme instrument pour faire taire toute critique d'Israël, en rendant plus difficile l'identification des formes actuelles de la haine contre les Juifs.

Il y a une tendance croissante à la fois parmi les Juifs et les non-Juifs à qualifier ceux avec lesquels nous avons de profondes divergences, et particulièrement sur le dossier israélo-palestinien, comme antisémites. C'est une grave accusation : dans la plupart des pays occidentaux, l'antisémitisme est considéré comme un interdit, et l'identification d'une personne ou d'une organisation comme antisémite, la rend souvent illégitime dans l'espace public.

Deux techniques majeures ouvrent la voie à de telles accusations. La première met en relation de façon très illusoire l'affirmation de quelqu'un avec une certaine imagerie. Le fait que 2.000 ans d'hostilité et de haine envers les Juifs ait créé une réserve si riche d'images anti-juives – et parfois contradictoires – veut dire que presque toute affirmation peut être associée à au moins une de ces images.

Par la manipulation de ces images, en même temps qu'avec un peu d'imagination, on pourrait définir toute forme de critique comme antisémite. Cette sorte de logique est employée par ceux qui soutiennent l'occupation par Israël et le gouvernement nationaliste afin de refuser toute légitimité à toute personne qui ose critiquer les pratiques israéliennes.

La seconde technique s'appuie sur la définition de l'antisémitisme formulée par l'Alliance Internationale pour le Souvenir de l'Holocauste (International Holocaust Remembrance Alliance). Créée en 1998 (sous un nom différent), l'IHRA est un organisme politique au pouvoir politique considérable, rassemblant des représentants des gouvernements et des spécialistes de l'Holocauste de 33 pays, presque tous occidentaux. L'IHRA a pour but de répandre et d'institutionnaliser l'enseignement et la recherche sur l'Holocauste, commémorer l'Holocauste, et lutter contre l'antisémitisme.

L'IHRA a convenu en 2016 d'une définition de l'antisémitisme, accompagnée d'une liste d'exemples, fondée sur les définitions antérieures. Elle est devenue depuis une sorte de « droit indicatif » qui est contraignant dans de nombreuses institutions et même dans des états de par le monde. Le problème est que la définition de l'IHRA traite de façon obsessionnelle — plus que de tout autre sujet — du degré d'antisémitisme dans la critique d'Israël, rendant beaucoup plus difficile de définir les véritables exemples d'antisémitisme, tout en faisant planer un voile de suspicion sur presque toutes les critiques à l'égard d'Israël. Entre-temps, le fardeau de la preuve incombe à ceux qui critiquent Israël, auxquels on demande en permanence de prouver qu'ils ne sont pas antisémites.

Ces deux techniques douteuses ont été récemment exposées dans un article de Yehuda Bauer publié dans Haaretz, qui permet de repérer certaines des déformations importantes et fondamentales dans le discours actuel sur l'antisémitisme. Bauer affirme que la revendication du droit au retour des Palestiniens—qui fait l'unanimité parmi les Palestiniens — est non seulement antisémite, mais même pré-génocidaire, pas moins. Ceci, alors même que Bauer lui-même a qualifié certains des événements de la Guerre de 1948 « nettoyage ethnique » dans son livre, « Les Juifs : un peuple contrariant ». La revendication même que justice soit faite après le « nettoyage ethnique » peut-elle – même si l'écrivain pense qu'elle ne doit pas être accomplie – être considérée comme antisémite ? N'est-ce pas un renversement des rôles : les (véritables) victimes deviennent des massacreurs (imaginaires) dans ce discours déformé sur l'antisémitisme ?

Bauer, toutefois, est même allé plus loin, en accusant l'historien israélien Daniel Blatman d'adopter une attitude antisémite pour avoir osé critiquer sévèrement l'IHRA, que Bauer a aidé à créer et où à ce jour il exerce les fonctions de président honoraire. Blatman soutient que la définition est consacrée à protéger Israël de toute critique importante. Néanmoins, aux yeux de Bauer, l'argument selon lequel la définition de l'IHRA exerce une influence puissante et nuisible est fondée sur l'image antisémite des Juifs possédant un pouvoir disproportionné et dirigeant le monde. Ici, aussi, l'affirmation de Bauer est faible. Au lieu de s'engager dans une voie significative quant à la critique de la définition, des exemples qui l'accompagnent, et de leurs terribles conséquences sur la lutte contre l'oppression des Palestiniens, les tenants de la définition, Bauer compris, préfèrent relier la critique de celle-ci à l'imagerie antisémite.

Une accusation semblable a aussi été lancée récemment contre le magazine allemand Der Spiegel après qu'il ait publié une enquête peu flatteuse sur le groupe de pression en faveur d'Israël dans le pays. L'article a déclenché une réaction véhémement de la part de Juifs comme de non-Juifs, parmi lesquels Felix Klein, délégué fédéral d'Allemagne à la lutte contre l'antisémitisme, qui se concentre principalement sur la

défense du gouvernement d'Israël. Des précisions publiées par les rédacteurs du magazine — ce qu'ils n'ont pas publié après de semblables enquêtes — ont mis l'accent sur le fait qu'ils avaient dans les dernières semaines effectué de semblables enquêtes sur des groupes de pression non-Juifs en Allemagne sans aucun lien avec Israël.

Défendre les colons, non les Juifs

Ces deux techniques sont très fréquemment utilisées et avec des conséquences désastreuses. Un autre exemple en a été donné en 2017, six ans après qu'une jeune chercheuse venue d'Angleterre, qui avait passé du temps dans une institution universitaire en Israël, ait publié un article sur les impressions qu'elle tirait d'une visite de Bethléem en Cisjordanie, et qui a fait surface. Entre autres, elle a écrit que le souvenir de l'Holocauste ne doit pas donner à Israël la permission morale de l'occupation. Six ans après, Sir Eric Pickles, député conservateur au Parlement britannique, a trouvé l'article et l'a qualifié d' « un des pires cas de déni de l'Holocauste » qu'il ait vu ces dernières années.

Pickles, de concert avec la Campagne contre l'Antisémitisme, a exigé que la chercheuse soit immédiatement révoquée, en ne s'appuyant pas seulement sur la définition de l'IHRA. L'université britannique où elle enseignait à l'époque a convoqué un groupe d'experts pour se pencher sur la question. Bien qu'il n'ait trouvé dans l'article aucun indice d'antisémitisme, le débat s'est poursuivi et la bonne réputation de la chercheuse a été ternie. Elle a finalement quitté l'université et est partie vers un autre établissement.

Le message à la population — et aux savants — était évident : il vaut mieux oublier la liberté de parole et ne pas critiquer Israël. Après tout, agir ainsi veut dire que vous pourriez être l'objet de graves accusations.

Aujourd'hui, la tentative, fondée sur la définition de l'IHRA, de supprimer la critique d'Israël s'étend aussi à la campagne contre la position de l'Union Européenne selon laquelle les produits fabriqués dans les colonies israéliennes doivent être étiquetés en tant que tels (le Centre Simon Wiesenthal a classé ceci comme étant le troisième plus grave évènement antisémite en 2015). Il semble, alors, que la définition de l'IHRA défend davantage les colons israéliens qu'elle ne soucie de la sécurité des Juifs à travers le monde.



Un viticulteur israélien inspecte les grappes de son vignoble dans la colonie d'Ofra en Cisjordanie, au Nord de Ramallah (Kobi Gideon/Flash90).

En conséquence , à la fin du mois de juin, un projet de loi qui interdirait les expressions de l'antisémitisme dans les écoles publiques et les universités publiques a été présenté au Sénat de l'Etat du New-Jersey. Il y a assurément besoin de lutter contre l'antisémitisme aux Etats-Unis, particulièrement dans le New-Jersey, l'état au troisième rang en 2018 aux Etats-Unis pour le nombre d'incidents antisémites rapportés, avec environ 200 incidents.

Il est, toutefois, peu probable que le projet de loi, qui comprend des sections calquées sur la définition de l'IHRA, doive contribuer à la lutte contre l'antisémitisme dans l'Etat-Jardin, étant donné que son principal objectif semble être de faire taire la critique d'Israël (il interdit, par exemple, les enquêtes sur la paix ou les droits de l'homme qui se focalisent seulement sur Israël). Mais l'idée selon laquelle Israël seulement est la cible de cette sorte de critique n'est pas seulement détachée de la réalité, elle a aussi pour but de créer un effet glaçant. Il suffit, par exemple, de jeter un oeil sur la liste des personnes inculpées par le Tribunal Pénal International de La Haye, qui ne comprend pas un seul Israélien, pour nous demander s'il y a besoin d'une telle disposition dans le projet de loi, hormis la volonté de supprimer toute critique d'Israël.

Cependant le dommage provenant du projet de loi ne se situe pas seulement dans le fait qu'il a pour but de défendre un état puissant - Israël - plus qu'il ne cherche à protéger les Juifs du New-Jersey. Le préjudice le plus néfaste provient de la manière selon laquelle la tentative du projet de loi de faire taire la critique de l'occupation militaire par Israël vieille de 52 ans (one of the longest running in the world), qui comprend la dépossession, l'humiliation, les expulsions, et la violence quotidienne contre les Palestiniens, fait le jeu des antisémites déclarés qui haïssent les Juifs aux E.U. tout en admirant Israël.

Détourner l'attention à l'égard des vrais antisémites

Richard Spencer, une des voix de premier plan de la droite nationaliste aux Etats Unis, a fourni un exemple frappant de ce lien en juillet 2018 quand il a exprimé un soutien fervent à la Loi israélienne de l'Etat-Nation juif. Ceci est intervenu un peu plus d'une demi-année après qu'il ait qualifié Israël de source d'inspiration et de modèle de nationalisme ethnique, tout en expliquant en même temps que « les Juifs sont énormément surreprésentés dans ce que vous appelleriez « l'ordre établi » et les Blancs sont dépossédés de ce pays ». La définition de l'IHRA a assurément pour but de lutter contre de telles déclarations et contre des gens tels que Spencer, mais son obsession à faire taire la critique d'Israël détourne l'attention à l'égard des véritables antisémites qui peuvent éventuellement soutenir Israël tout en représentant une grave menace pour les Juifs des Etats-Unis.



Photo de Richard Spencer en train de parler à un rassemblement public en 2016. (Vas Panagiotopoulos/CC BY 2.0)

Autrement dit, l'on a pas besoin de la définition de l'IHRA pour définir des gens tels que Spencer comme antisémites, mais une fois que l'antisémitisme devient identique à la critique d'Israël, des gens comme Spencer sont hors de cause. Après tout, ils sont de grands partisans d'Israël.

En fait, le lien entre les Juifs et la prétendue dépossession des Blancs aux Etats-Unis a été l'élément déclencheur pour le suprémaciste blanc qui a perpétré le massacre à la Synagogue de l'Arbre de Vie à Pittsburgh quelques mois à peine après les remarques de Spencer. Dans un communiqué publié sur les medias sociaux quelques minutes avant qu'il ait ouvert le feu, le tireur a écrit que les Juifs détruisent les E.U. parce qu'ils aident les réfugiés à y entrer.

Cette peur du « génocide des Blancs » obsède les nationalistes blancs à travers le monde. Il est impossible de lutter contre ce grave danger pour les Juifs, les réfugiés, et d'autres que les nationalistes considèrent comme un danger existentiel pour leur conception ethno-nationaliste, en faisant taire la critique d'Israël et de sa conception ethno-nationaliste, qui considère les Palestiniens - habitants des territoires occupés, réfugiés de la guerre de 1948, et citoyens d'Israël (ainsi que les réfugiés venus d'Afrique) - comme un danger existentiel. Mais la définition de l'IHRA et ses dérivées contribuent précisément à cela.



Des citoyens palestiniens d'Israël et des Juifs qui les soutiennent manifestent contre la Loi de l'Etat-Nation juif au Square Rabin, à Tel Aviv, le 11 août 2018. (Tomer Neuberg/Flash90)

Les hommes politiques de droite, comprenant le Premier Ministre israélien Benjamin Netanyahu et les médias israéliens de droite, ont compris que le point central de la lutte contre l'antisémitisme s'est déplacé des nationalistes racistes à la critique d'Israël, et ils utilisent la définition catastrophique de l'IHRA en vue de leurs objectifs. Contrairement à l'apparente naïveté de Bauer, la droite comprend très bien la possibilité puissante offerte par la définition de l'IHRA, non seulement dans le but de protéger le sionisme de toute critique, mais aussi pour défendre l'occupation elle-même.

Le gouvernement d'Israël et ses représentants, ainsi que de nombreuses organisations pro-israéliennes à travers le monde, réussissent de façon remarquable à faire taire les critiques des pratiques israéliennes en jouant cette carte. En utilisant la piètre définition de l'antisémitisme de l' IHRA, ils ont réussi à changer complètement le discours : plutôt que de parler de l'occupation, de la Nakba, ou de leurs violations des droits nationaux, humains et civiques, le discours public dominant tourne autour de ce qui est ou n'est pas défendu quand il s'agit de la critique d'Israël, et dans quelle mesure la dite critique est antisémite. Dans cette situation, Israël n'a plus besoin de se défendre contre les accusations — il a les mains libres pour lancer des accusations.

Le Professeur Amos Goldberg enseigne au Département d'Histoire Juive et du Monde juif contemporain à l'Université Hébraïque de Jérusalem. Ses recherches se concentrent sur l' Holocauste et le souvenir de celui-ci . Le D^r. Raz Segal est Professeur Adjoint des Etudes sur l'Holocauste et le Génocide, à l'Université de Stockton University, au New Jersey. Une version de cet article a d'abord été publiée en hébreu sur Local Call (Appel local).

(traduit de l'anglais par Yves Jardin, membre du GT de l'AFPS sur les prisonniers)

Lire aussi : [Sur le site de +972](#)

Visuel : Des membres de l'association judéo-américaine IfNotNow (SiCeN'estMaintenant) opposée à

l'occupation, manifestent contre la décision de Trump de déplacer l'ambassade des E.U. à Jerusalem ; Washington D.C., 14 mai 2018. (Gili Getz)

- Emplacement : Vous êtes ici : [Accueil](#) > [S'informer](#) > [Actualités](#) >

- Adresse de cet article :

<https://plateforme-palestine.org/Deformer-la-definition-de-l-antisemitisme-pour-proteger-Israel-de-toute>